

<https://www.xn--lecanardrepublicain-jwb.net/spip.php?article91>



# La grande braderie

- Dossiers - La grande braderie -

Publication date: samedi 1er décembre 2007

---

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

---

La vie politique en France ressemble de plus en plus à un spectacle de cirque. Pendant que des clowns focalisent l'attention du public, les jongleurs font tourner les mots et les prestidigitateurs modifient l'apparence des décisions.

Cela étant, le retour du traité européen aura au moins eu l'avantage de dévoiler les coulisses du spectacle. Devant le non des peuples français et néerlandais, UMP et PS ne pouvaient plus faire passer le texte « en douce ». Ils le font donc en force, bradant ouvertement les principes dont ils se réclament en permanence.

Coté pile, Sarkozy ne parle même plus de mini traité, ce qui serait d'ailleurs ridicule, le nouveau texte ne différant du précédent, et hormis quelques aspects purement symboliques, que par sa présentation. Il veut le faire passer le plus vite possible pour éviter toute réaction sérieuse. Histoire de faire croire qu'il se préoccupe de la nation, il va s'incliner devant la tombe de De Gaulle dans le même temps où il brade les dernières miettes de sa politique : annonce de la réintégration dans l'OTAN, manifestation pitoyable d'allégeance à George Bush alors même que ce dernier est déconsidéré, bruits d'intervention militaire en Iran. Dans le même temps et alors que son ministre des finances joue les Marie-Antoinette (Trop chère l'essence ? Qu'ils fassent du vélo !), il veut se débarrasser encore plus de tout risque de contestation populaire en donnant un tour plus monarchique à la Constitution grâce à l'appui du comité Balladur-Jack Lang.

Côté face, au PS, l'heure n'est plus aux synthèses, mais à la clarification. Pas question de tenir compte du vote du peuple au référendum. Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, a sonné la fin de la récréation : pour lui, les Français ont déjà tranché le sujet à l'élection présidentielle. Est-ce à dire que le PS soutiendra toute mesure du moment où elle aura été promise par le candidat Sarkozy ? Mme Segolène Royal, qui avait promis un référendum durant sa campagne, ne le juge plus utile. En fait, la prise de position du PS en faveur du oui signe tout simplement sa volonté d'achever officiellement sa mutation, de brader ainsi tout ce qui s'apparente encore vaguement à la gauche et d'en liquider les derniers bastions. Sa « clarification » est tout simplement sa mise en phase avec les thèses les plus conformes au libéralisme économique, la transformation officielle du parti en chien de garde de la mondialisation. Et ce n'est pas par hasard que Bernard-Henri Lévy se positionne comme nouvel idéologue de la gauche (Voir notre [Lettre n° 12](#)).

Il n'est pas question d'entrer dans le jeu « tous identiques, tous vendus,... ». Il n'est, en revanche, pas possible, d'ignorer aujourd'hui que les deux principaux partis politiques en France ont les mêmes attitudes quasi religieuses vis-à-vis de la mondialisation et de son segment européen de Bruxelles. Ils n'hésitent donc pas à excommunier ceux qui ne veulent pas participer à la grand-messe conformiste, y compris les électeurs qui votent « mal ». Quant au soi-disant débat sur la construction européenne, il se résume à des incantations sur l'Europe comme solution à tous les problèmes qu'il s'agisse de la croissance, du progrès social ou des rapports de force avec les États-Unis. Mensonges et vénération, tel est le vrai message !

À droite comme à gauche, toute la propagande est destinée à faire accepter une prétendue fatalité, qu'il s'agisse des prêches sur les contraintes internationales incontournables ou des larmoiements hypocrites sur les conséquences inévitables de l'accession des Chinois à la démocratie (!) et au niveau de vie occidental. Mondialisation oblige ! On veut nous faire appeler réforme ce qui n'est au fond qu'une contre-réforme. L'ancien régime revient à grande vitesse.

Silence, on brade ! Tel semble être le slogan de l'heure. Et c'est justement au moment où des symptômes de crise graves émergent dans la situation économique, où le mythe du laisser faire et de la dérégulation se révèle particulièrement néfaste que nous sommes sommés par les deux partis officiels de nous soumettre encore plus à ce système.

Quant à la démocratie qui, paraît-il, se répand sur le monde, elle se résume au fait qu'il y ait vote. Pour ce qui

concerne le résultat, on n'en tient compte que s'il est conforme aux vœux de la classe dirigeante. Là aussi, « silence, on brade ! ».

La nécessité d'une rupture avec le système est donc de plus en plus apparente. Non seulement la Constitution qui régit notre pays depuis cinquante ans ne permet pas de traduire les contradictions qui traversent la société, mais les deux partis principaux semblent d'accord pour en renforcer les méthodes conservatrices. Seuls pourraient participer à la vie politique les fidèles de la nouvelle religion du libéralisme économique. Pour briser ce carcan, pour recréer une vie démocratique, il faut une nouvelle règle du jeu, une juste représentation pour ceux qui refusent de rendre hommage aux nouveaux dogmes. Et seule une Assemblée Constituante aurait la légitimité pour donner une sortie pacifique à cette crise profonde.

**André Bellon**

[Publié dans la lettre n°13 du groupe République ! http://www.le-groupe-republique.fr/](http://www.le-groupe-republique.fr/)